

*Le Chef de Service*

*Thomas KLEINMANN*

**Direction de la Solidarité**  
**Direction Études, Finances**  
**et Appuis de la Solidarité**  
Service de la Tarification des Établissements

**D FAS**

**ARRETE**  
**Du**

**2018 / 0138**

**18 JUIL. 2018**

**portant notification de la décision d'autorisation budgétaire**  
**et fixation du prix de journée 2018**  
**du Service de Placement Familial « Henry Dunant » à SEPPOIS LE BAS**

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L. 314-1 et suivants et R. 314-1 à R. 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, ainsi que ses articles L. 351-1 à L. 351-8 et R. 351-1 à R. 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** le rapport et la délibération n°CD-2017-5-4-1 du 6 novembre 2017 fixant les grands principes de tarification 2018 pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU** le rapport et la délibération n°CD-2017-6-4-1 du 8 décembre 2017 du fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2018 ;
- VU** la délibération de la commission permanente du Conseil Général en date du 17 décembre 2004 concernant les modalités de financement des maisons d'enfants à caractère social ;
- VU** la convention relative au fonctionnement des maisons d'enfants à caractère social financées par dotation globalisée en date du 20 février 2006 ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par la Croix Rouge Française pour le Service de Placement Familial « Henry Dunant » à SEPPOIS LE BAS et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R. 314-21 et suivants du CASF ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Service de Placement Familial « Henry Dunant » à SEPPOIS LE BAS sont autorisées comme suit :

Dépenses afférentes à l'exploitation courante (Groupe I)	65 178 €
Dépenses afférentes au personnel (Groupe II)	950 051 €
Dépenses afférentes à la structure (Groupe III)	51 678 €
<i>Incorporation du résultat (déficit)</i>	0 €
<b>Total Dépenses (classe 6)</b>	<b>1 066 908 €</b>
Produits de tarification (Groupe I)	1 066 908 €
Autres produits relatifs à l'exploitation (Groupe II)	0 €
Produits financiers et produits non encaissables (Groupe III)	0 €
<i>Incorporation du résultat (excédent)</i>	0 €
<b>Total Recettes (classe 7)</b>	<b>1 066 908 €</b>

### **ARTICLE 2 :**

Les prix de journée sont fixés à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2018** à :

- Accueil Familial : **127,23 €**
- Accueil Familial « Réservation » : **96,73 €**
- Indemnité d'attente : 2,8 x SMIC horaire/jour

La dotation globalisée des prix de journée à la charge du Département du Haut-Rhin est fixée pour l'année **2018 à 1 018 576 €**.

### **ARTICLE 3 :**

Les prix de journée applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018 incluent le rattrapage de l'application du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2018 des prix de journée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans l'attente de la fixation des nouveaux tarifs.

### **ARTICLE 4 :**

Dans l'attente de la notification des tarifs au titre de 2019, les prix de journée applicables à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2019** sont fixés à :

- Accueil Familial : **128,54 €**
- Accueil Familial « Réservation » : **101,09 €**
- Indemnité d'attente : 2,8 x SMIC horaire/jour

### **ARTICLE 5 :**

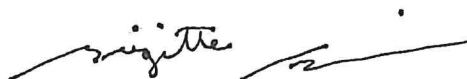
La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Madame la Directrice de la Solidarité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

La Présidente

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Brigitte', with a long horizontal flourish extending to the right.

Brigitte KLINKERT

